



RÉSEAU HAÏTIEN DES JOURNALISTES ANTI-CORRUPTION

AVIS D'ALERTE

LE 23 août 2025

15, RUEMARGUERITE1, PÉGUY-VILLE

Nous, journalistes engagés et défenseurs de la transparence, alertons une fois de plus l'opinion publique nationale et internationale sur l'un des scandales les plus graves de criminalité organisée et d'impunité en Haïti.

Un réseau protégé par le pouvoir

Depuis plusieurs années, des sources concordantes révèlent que l'ancien sénateur Moïse Jean-Charles est impliqué dans le monopole du commerce des anguilles, attribué à un réseau de trafic d'organes et de stupéfiants, dirigé par Betty Lamy et Fritz Richardson Junior.

Derrière le commerce d'anguilles, activité en apparence légale, se cachent deux crimes transnationaux majeurs : le trafic de cocaïne et le trafic d'organes.

Malgré des rapports des Nations Unies sur le lien entre le commerce d'anguilles et le trafic de drogue, ainsi que les dénonciations publiques des conseillers présidents Leslie Voltaire et Fritz Alphonse Jean concernant le trafic d'organes, aucune action judiciaire n'a été engagée.

À ce jour :

- Cette semaine, un juge ayant tenté de convoquer Moïse Jean-Charles et Betty Lamy a subi des pressions politiques et a dû se rétracter rapidement ;
- Aucune enquête indépendante n'a été ouverte ;
- Aucun suspect n'a été interpellé.

Ce silence judiciaire ne relève pas de la négligence, mais d'une complicité manifeste. Des alliances entre acteurs politiques, économiques et criminels permettent à ces réseaux d'agir sans crainte, au détriment du peuple.

La justice haïtienne, paralysée par la peur ou la collusion, reste incapable – ou refuse – d'agir.

Nous lançons un appel :

- À la société civile, pour qu'elle exige des comptes et refuse la résignation ;
- Aux médias indépendants, pour qu'ils poursuivent leur travail de vérité ;
- À la communauté internationale, pour qu'elle diligente des enquêtes et impose des sanctions ciblées contre les responsables.

Haïti ne sortira pas du cycle de la corruption et de la violence tant que les responsables de crimes aussi graves continueront à bénéficier d'une protection politique et criminelle.

Djovany Michel

Secrétaire général

Pour authentification : rhajac.org

Contact presse : +509 3456 4848